

## Au Journal officiel du 30 décembre 2017 au 5 janvier 2018

### Au Journal officiel du 30 décembre 2017 au 5 janvier 2018

08/01/2018

#### Au Journal officiel du 30 décembre 2017 au 5 janvier 2018

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 30 décembre 2017 :

- Rectificatif: LOI n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de **finances rectificative pour 2017** ;
- Décret n° 2017-1792 du 28 décembre 2017 relatif au **registre recensant les cas dans lesquels un membre du Gouvernement estime ne pas devoir exercer ses attributions en raison d'une situation de conflit d'intérêts** ;
- Décret n° 2017-1810 du 28 décembre 2017 pris **pour l'application du III de l'article L. 302-5 du Code de la construction et de l'habitation**. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 4)* ;
- Décret n° 2017-1814 du 29 décembre 2017 fixant les **modalités de l'abondement du compte personnel de formation des victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle**. – *Modification du Code du travail, du Code de la sécurité sociale et du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Décret n° 2017-1815 du 29 décembre 2017 fixant les **conditions d'octroi et les modalités de financement de l'abondement du compte personnel de formation des victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle**. – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code rural et de la pêche maritime*. – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-314 du 7 décembre 2017* ;
- Décret n° 2017-1818 du 28 décembre 2017 relatif à la **prise en charge de la rémunération des salariés participant aux négociations de branche**. – *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2017-1819 du 29 décembre 2017 relatif au **comité social et économique**. – *Modification du Code du travail et du Code rural et de la pêche maritime*. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 6)* ;
- Décret n° 2017-1820 du 29 décembre 2017 établissant des **modèles types de lettres de notification de licenciement** ;
- Décret n° 2017-1822 du 28 décembre 2017 portant **adaptation du Code rural et de la pêche maritime et du code forestier à la création de la collectivité de Corse**. – *Modification du*

---

*Code rural et de la pêche maritime et du Code forestier. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 3, I) ;*

- Décret n° 2017-1823 du 28 décembre 2017 portant création de la **chambre d'agriculture de région Ile-de-France**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 14) ;*
- Décret n° 2017-1824 du 29 décembre 2017 fixant la **valeur de service du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2017-1825 du 28 décembre 2017 relatif à **l'exercice de l'activité d'opérateur de détaxe mentionnée à l'article 262-0 bis du Code général des impôts**. – *Modification du Code général des impôts. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2017-1828 du 28 décembre 2017 portant **modification de l'article D. 665-11 du Code rural et de la pêche maritime**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Arrêté du 28 décembre 2017 pris en **application de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques pour la profession d'huissier de justice** ;
- Arrêté du 28 décembre 2017 pris en **application de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques pour la profession de commissaire-priseur judiciaire** ;
- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant la **liste des pièces à produire pour une demande de nomination en qualité d'huissier de justice dans un office à créer et le délai prévus à l'article 29 du décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice** ;
- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant les **modalités des opérations de tirages au sort prévues à l'article 32 du décret n° 75-770 du 14 août 1975 modifié relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice** ;
- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant les **modalités des opérations de tirage au sort prévues à l'article 34 du décret n° 75-770 du 14 août 1975 modifié relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice** ;
- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant la **liste des pièces à produire pour une demande de nomination en qualité de commissaire-priseur judiciaire dans un office à créer et le délai**

**prévus à l'article 29 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession ;**

- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant les **modalités des opérations de tirages au sort prévues à l'article 32 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession ;**
- Arrêté du 28 décembre 2017 fixant les **modalités des opérations de tirage au sort prévues à l'article 34 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession ;**
- Arrêté du 21 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 24 mai 2013 relatif aux **plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale de l'habitat**. – *Modification de l'arrêté du 24 mai 2013. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 28 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1987 relatif aux **plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'État en secteur locatif**. – *Modification de l'arrêté du 29 juillet 1987. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 28 décembre 2017 relatif à la fixation du **taux de l'intérêt légal ;**
- Arrêté du 29 décembre 2017 fixant la **liste des communes situées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande de logements pour l'application de l'abattement prévu au II de l'article 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.**

#### **Au JO du 31 décembre 2017 :**

- LOI n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 **de financement de la sécurité sociale pour 2018**. – *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code général des impôts, du Code rural et de la pêche maritime, du Code du travail, du Code de l'action sociale et des familles, du Code des assurances, du Code des transports, du Livre des procédures fiscales, du Code de la santé publique et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;*
- LOI n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 **de finances pour 2018**. – *Modification du Code général des impôts, du Code des douanes, du Code de la construction et de l'habitation, du Code monétaire et financier, du Code de la sécurité sociale, du Code de la défense, du Code du patrimoine, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'environnement, du Code du travail, du Code de l'énergie, du Code de la santé publique, du Code de l'urbanisme, du Code du tourisme, du Code électoral, du Code de l'action sociale et des familles, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, du Code de commerce, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de l'éducation, du Code de la voirie routière et de plusieurs*

---

*textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;*

- LOI n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 **relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.** – Modification du Code de l'environnement, du Code général des collectivités territoriales et de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 ;
- LOI n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 **mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.** – Modification du Code minier, du Code de l'énergie, du Code général des impôts, du Code de la consommation, du Code général des collectivités territoriales et du Code de l'environnement. – Ratification de l'ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;
- LOI n° 2017-1841 du 30 décembre 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé.** – Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale et de plusieurs textes non codifiés. – Ratification de l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avr. 2017. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 3, IV) ;
- Décret n° 2017-1844 du 29 décembre 2017 **relatif à l'exercice de certaines activités privées de sécurité avec le port d'une arme.** – Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code de la défense et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 35, I) ;
- Décret n° 2017-1847 du 29 décembre 2017 **fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables à la collectivité de Corse.** – Modification du Code général des collectivités territoriales ;
- Décret n° 2017-1854 du 29 décembre 2017 **révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations.** – Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 3) ;
- Décret n° 2017-1859 du 29 décembre 2017 **relatif au calcul des aides personnelles au logement pour l'année 2018 ;**
- Décret n° 2017-1861 du 30 décembre 2017 **relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété.** – Modification du Code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n° 2017-1865 du 29 décembre 2017 **approuvant le règlement d'action sociale de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) ;**
- Décret n° 2017-1877 du 29 décembre 2017 **relatif aux traitements de données à caractère personnel liés au compte personnel d'activité des agents des trois fonctions publiques, de différentes catégories d'agents des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat et de certains**

**salariés.** – *Modification du Code du travail ;*

- Décret n° 2017-1879 du 29 décembre 2017 relatif aux **misés à disposition de travailleurs réalisées sur le fondement de l'article L. 8241-3 du Code du travail.** – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-1880 du 29 décembre 2017 relatif à **l'abondement du compte personnel de formation des salariés licenciés suite au refus d'une modification du contrat de travail résultant de la négociation d'un accord d'entreprise.** – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-1894 du 30 décembre 2017 relatif aux **modalités de calcul et aux dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.** – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2017-1895 du 30 décembre 2017 relatif au **taux particulier des cotisations d'assurance maladie des personnes visées à l'article L. 131-9 du Code de la sécurité sociale.** – *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code rural et de la pêche maritime et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 29 décembre 2017 relatif au **calcul des aides personnelles au logement et à l'évaluation forfaitaire des ressources.** – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 30 décembre 2017 pris pour **l'application de l'article 200 quater du Code général des impôts relatif au crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique.** – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 30 décembre 2017 **modifiant l'article 18 ter de l'annexe IV au Code général des impôts pris pour l'application de l'article 200 quater A du Code général des impôts.** – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 29 décembre 2017 fixant le **taux de la contribution de solidarité territoriale.** – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 30 décembre 2017 fixant le **taux de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires.** – *Modification du Code général des impôts.*

**Au JO du 4 janvier 2017 :**

- Ordonnance n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à **l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie.** – *Modification du Code de la santé publique et du Code de la sécurité sociale. – Les dispositions de ce texte entrent en vigueur à la date de publication des décrets pris pour leur application, et au plus tard le 31 juillet 2018 (cf. art. 5, I) ;*
- Ordonnance n° 2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la **simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds.** – *Modification du Code de la santé publique. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur*

---

*particulière (cf. art. 3, II).*

**Au JO du 5 janvier 2017 :**

- Décret n° 2018-6 du 4 janvier 2018 portant publication de **l'amendement à l'annexe I de la convention internationale contre le dopage dans le sport, adopté à Paris le 15 novembre 2017**. – *Convention publiée par le décret n° 2007-503 du 2 avril 2007* ;
- Arrêté du 29 décembre 2017 **fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 4 du décret n° 2017-1724 du 20 décembre 2017 relatif à la mise en œuvre des ruptures d'un commun accord dans le cadre d'un accord collectif** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 410381 du 20 décembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : annulation de l'article 3 de l'arrêté du 27 février 2017.

**La Rédaction législation**

© LexisNexis SA